

L'IRRÉSISTIBLE TENTATION DE L'HISTOIRE

De Wever, « fürher » de Flandre ?

Un malaise commence à étreindre une partie de la Flandre, celui de la menace d'un totalitarisme politique et idéologique, qui tendrait à s'imposer à tous.

Subtilement et sournoisement. Au nom de la N-VA, et par l'entremise de son charismatique leader. Crainte non fondée ou retour de bâton d'une histoire pas si lointaine ?



© Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA)

Lorsque l'on obtient 31,88% des votes dans sa Région, et que l'on représente 20,26% des électeurs d'un pays au niveau fédéral, peut-on affirmer parler au nom de tout un peuple ? Et si l'on a obtenu ces scores, n'est-ce pas, au moins en partie, parce qu'on s'est présenté à des élections comme l'unique légitime (et obligatoire) voix de ce peuple ?

Si l'on prend un peu de distance par rapport aux résultats des élections du 25 mai dernier, ces questions ne peuvent être écartées. Que la N-VA soit le premier parti en Flandre et même en Belgique, nul ne le conteste. Mais cela lui permet-il de se confondre avec la Communauté dont il est issu ? Même en étant le premier, il ne représente ni la majorité, et a fortiori la totalité, d'un corps électoral.

ET POURTANT...

Tout le discours de la N-VA, qui se résume dans la plupart des cas à celui de son président, tourne cependant autour de cette

SYMBIOSE.
Le couple fusionnel De Wever - Flandre est-il réel ?

confusion d'identité, savamment entretenue : même à 30%, N-VA = Flandre. Une symbiose complète, un couple fusionnel, qui disqualifie tout autre parti qui oserait encore s'identifier à la Flandre. Le 25 mai dernier, Bart De Wever a été très clair à ce propos, dès les premières phrases de son speech de victoire : « *Les Flamands ont choisi et ils ont choisi de changer. Ils ont choisi la N-VA.* » En utilisant la formule « les Flamands », comme il le fait fréquemment, et notamment lors du débat télévisé qui l'opposait à Paul Magnette, le leader du parti s'approprie à son seul profit l'ensemble du peuple flamand. Ce soir d'élections, comme à d'autres occasions, il ne dira pas « *une partie des Flamands* » ou « *certaines Flamands* ». Ce n'est que dans la suite de son propos qu'il nuancera en précisant : « *Nous avions demandé*

la confiance aux Flamands, et un sur trois nous l'a accordée. » Un bémol purement stratégique puisque, dans la suite de son message, le président de la N-VA continuera à se présenter comme le chef de tous les Flamands, déclarant notamment : « *Nous devons aussi protéger les intérêts de la Flandre au niveau fédéral.* » Une mission

qui ne peut incomber qu'au parti incarnant l'ensemble du peuple flamand...

TENTATION

Une telle velléité d'identification d'une partie à un tout porte un nom : totalitarisme. « *Une forme de pouvoir (...) absolue, ayant pour principale caractéristique de tendre à la dissolution de la frontière entre l'État et la société* », comme le définit l'*Encyclopédie Universalis*. Ou un « *système politique dans lequel l'État, au nom d'une idéologie, exerce une mainmise sur la totalité des activités individuelles* », selon *Le Larousse*.

L'histoire politique belge a toujours été marquée par la présence de partis politiques dominants. Mais aucune de ces

grandes formations n'avait cédé jusqu'ici à la tentation de se confondre avec l'ensemble de l'État ou de la Nation. On pourrait ne voir dans ces paroles que du discours et de l'effet de manches. Mais déjà, le fait que cette assimilation entre un parti et l'ensemble de la population d'une composante du pays soit faite tant *ad intra* (quand le parti parle aux Flamands) que *ad extra* (quand il parle aux Francophones) pousse à écarter cette hypothèse. Comme l'écrivait le chercheur Ico Maly, docteur en philosophie de l'Université de Tilburg, « à la démocratie flamande correspond donc la nation flamande, et cette nation parle d'une seule voix à travers Bart De Wever », « personification de la communauté morale qui défend avec orthodoxie les intérêts des Flamands. »

PENSÉE UNIQUE

Ce positionnement dépasse aussi le cadre des discours. Une partie des Flamands qui ne partage pas le point de vue de la N-VA, ni de ceux qui lui sont proches, dénonce de plus en plus sous le manteau le climat malsain qui commence à régner en Flandre. Bien sûr, la N-VA ne dispose pas de milices chargées de créer un régime de terreur parmi ceux qui ne pensent pas comme elle. Mais elle n'en a pas besoin. Les militants et les supporters du parti suffisent parfois pour dissuader d'exprimer des avis différents. « Dans ma commune, raconte un habitant de la périphérie flamande de Bruxelles, je n'oserais pas mettre à ma fenêtre une affiche pour un candidat Sp.a [socialiste]. Non, je n'oserais pas ! » Car tous les « bons » Flamands sont sensés soutenir la N-VA. De même, dans certaines localités, il vaut mieux ne pas avoir des goûts culturels trop ouverts au modernisme et à la diversité. Ces choix-là ne cadrent pas avec ceux de la N-VA, que tous les Flamands sont supposés partager. Une sorte de pensée unique menace ainsi de s'installer, clouant au silence les anticonformistes. Une situation, qui en rappelle d'autres, vécues par le passé...

VILAIN PETIT CANARD

Autre comparaison possible avec les fantômes du passé : la victimisation face à l'innovation. Cette technique, qui n'a pas seulement été utilisée par les communistes, prétend qu'un parti « révolu-

tionnaire », voulant le bien du peuple, est nécessairement rejeté par les politiciens en place. Bien des pouvoirs se sont bâtis sur ce mécanisme, allant dans certains cas jusqu'à susciter eux-mêmes les actes délictueux dont ils se sont ensuite désignés victimes. La N-VA n'en est pas là mais exploite à l'envi toutes les occasions de souligner les ostracismes manifestés à son égard. Le discours de victoire de Bart De Wever, le 25 mai, débute d'ailleurs par ce thème : « Le courage a vaincu la violence. Jamais on n'a voulu utiliser autant de puissance pour essayer de déconcerter les Flamands. » Quelques jours plus tôt, dans son message aux Francophones, le président commençait aussi par se plaindre : « Elio Di Rupo refuse tout débat avec moi. Par contre, il ne se prive pas de m'attaquer personnellement, sans me donner la chance de répondre. » La N-VA affirme être partout considérée comme pestiférée. Alors que, depuis 2012, elle compte trente-huit bourgmestres et participe à une centaine de majorités communales. Jusqu'à ce printemps, le parti était déjà au pouvoir à la Région flamande. Autant de postes qui lui garantissaient une capacité d'action incontestable. Mais adopter une « attitude Calimero », pour reprendre les mots du chercheur Ico Maly, n'est-il pas le meilleur moyen de rassembler ses supporters ?

TOUT ET RIEN

Surtout si le discours du parti invite à mesurer les victoires en fonction du chemin parcouru. Un exercice qui plaît beaucoup à son président, comme en atteste cet extrait de son discours de clôture du Congrès de février 2014, reproduit avec complaisance, comme beaucoup d'autres, par la presse flamande : « J'invite qui me soupçonnerait d'un optimisme excessif à se rapporter à l'année bénie 2002, année de notre congrès de fondation. Lorsque, sous la direction inspirée d'un jeune homme inconnu, sympathique mais un peu dodu, nous avons voulu concevoir un parti pour six millions de Flamands. Un parti flamand de soutien populaire, un syndicat de l'intérêt général flamand. (...) Ceux qui étaient déjà là à l'époque, à Louvain, se souviendront de l'ambiance particulière. C'était un exercice basé purement sur la foi. Personne en dehors de la salle n'aurait parié un sou sur nous. Nous n'avions rien au-delà de la force de nos convictions. Regardez-nous aujourd'hui. » De rien à tout, est-ce là l'itinéraire « normal » d'un parti qui se dit démocratique ?

Frédéric ANTOINE

Ico MALY, *L'idéologie politique de la N-VA*, revue *Démocratie*, 2013.

FLASH-BACK

30 janvier 1933. Adolf Hitler devient chancelier d'Allemagne. Un impressionnant cortège aux flambeaux célèbre cette victoire. Pourtant, le parti nazi était alors loin d'être majoritaire au Reichstag, le Parlement allemand. Lors des élections de novembre 1932, il n'avait obtenu « que » 33,1% des votes (moins deux millions de voix par rapport au scrutin précédent, survenu en août). Mais le parti national-socialiste était le premier, et, fin de 1932, l'entourage du vieux président Hindenburg était parvenu à le convaincre qu'Hitler était l'unique espoir du pays, notamment face au chaos et à une menace de prise du pouvoir communiste...

Mussolini n'était pas non plus à la tête d'un parti majoritaire lorsqu'il est devenu Premier ministre après sa « marche sur Rome » en 1922. Comme Hitler, il était à la tête d'une majorité hétéroclite... que l'un et l'autre finiront par phagocyter puis anéantir. Tout en établissant un climat de terreur vis-à-vis de qui ne partageait pas leurs opinions, grâce à l'aide des organisations paramilitaires qu'ils avaient mises sur pied. Dans son discours de clôture du Congrès Nazi de 1934, Hitler pouvait parler au nom du « peuple allemand », affirmant son but : « que tous les Allemands deviennent des National-Socialistes ». « Quand notre parti n'avait que sept membres, il avait déjà deux principes : avoir une véritable idéologie. Et être, sans compromis, le seul et unique pouvoir en Allemagne. »

Tant pis pour qui n'était pas d'accord. Dans un autre discours, le führer avait été clair à ce propos : « Une nouvelle communauté est en train de se bâtir en Allemagne. » « Ceux qui ne peuvent même pas voir plus loin que le bout de leur nez méritent notre pitié plus qu'autre chose. »

F.A.